

ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 2025

portant complément des mesures prises par l'arrêté n°2024-PM-0980 du 18 décembre 2024 relatif aux travaux sur le réseau d'assainissement effectués par l'entreprise TRAVAUX PUBLICS ASSAINISSEMENT, rue Winston Churchill, rue des Saussaies et rue de la Hurée.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** l'arrêté n°2024-PM-0980 du 18 décembre 2024 portant sur des travaux sur le réseau d'assainissement effectués par l'entreprise TRAVAUX PUBLICS ASSAINISSEMENT, rue Winston Churchill, rue des Saussaies et rue de la Hurée, du 19 décembre 2024 au 7 avril 2025.

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise TRAVAUX PUBLICS ASSAINISSEMENT sise route de Chambry – 02840 ATHIES-SOUS-LAON tendant à obtenir le complément de l'autorisation d'effectuer des travaux sur le réseau d'assainissement, rue Scheffer, du lundi 20 janvier au lundi 7 avril 2025.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les mesures prises par l'arrêté n°2024-PM-0980 du 18 décembre 2024 sont complétées comme suit :

L'entreprise TRAVAUX PUBLICS ASSAINISSEMENT est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux sur le réseau d'assainissement, rue Scheffer, du lundi 20 janvier 2025 à 8 heures au lundi 7 avril 2025 à 18 heures.

ARTICLE 2 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit au droit des n°43 et 45 rue Scheffer, du lundi 20 janvier 2025 à 8 heures au lundi 7 avril 2025 à 18 heures.

ARTICLE 3 : Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.

ARTICLE 4 : Tout véhicule qui ne se conformerait pas aux prescriptions du présent arrêté, sera considéré comme gênant; les infractions seront punies d'une contravention de deuxième classe. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite et exécutée aux frais de son propriétaire.

ARTICLE 5 : Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.

ARTICLE 6 : Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 8 : Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

